

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 58 (1966)
Heft: 3

Artikel: Quelques considérations sur l'éducation personnelle, sociale et politique
Autor: Müller, Oscar
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385396>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelques considérations sur l'éducation personnelle, sociale et politique

Par Oscar Müller

Dans l'article de fond du bulletin d'information de la Centrale suisse d'éducation ouvrière (*Bildungsarbeit*, cahier 4, juillet 1965), l'auteur exprime l'avis que sans éducation l'homme ne peut avoir une vie belle et digne. L'éducation est la clef de l'indépendance intellectuelle et morale de l'homme, laquelle lui permet de prendre la mesure des problèmes auxquels il doit faire face. L'article relève aussi, fort pertinemment, que l'homme et sa civilisation s'effondreront lorsque les hommes ne trouveront plus le temps de se cultiver parce que le sens même de leur vie sera la recherche de délassements agréables. Cette conception matérielle de la vie sera payée de la perte de tout sentiment de valeurs supérieures. Enfin, l'article affirme aussi que, sans éducation, il n'est pas de réelle prospérité personnelle ou publique. Partageant cette manière de voir, nous nous proposons de traiter ci-après de la culture en général et, plus spécialement, de l'éducation sociale et politique.

De la culture en général

Celui-là s'éduque qui apprend à préciser des notions confuses et toutes générales afin d'en cerner l'idée, d'en dégager une conception concrète. Mais se cultiver signifie aussi s'approprier l'art des distinctions et apprendre à voir les différences, les transitions et les degrés, s'obliger à un travail de clarification afin de reconnaître les relations de cause à effet. Se cultiver, c'est aussi s'ouvrir à des idées nouvelles, plus profondes, et, par cela, acquérir la possibilité d'agir mieux, plus justement et plus avantageusement. Education veut dire progrès vers le savoir. Une connaissance approfondie des choses est la condition première indispensable pour bien décider et bien agir. On a toujours distingué entre culture authentique et similitude, entre savoir authentique et demi-savoir. Celui qui a accumulé beaucoup de connaissances apprises de mémoire, mais sans comprendre leur enchaînement cohérent, n'est pas pour autant un homme cultivé. Par exemple, le savoir technique à lui seul n'est pas encore la culture. Ce n'est qu'après avoir compris la place importante et le rôle que la technique joue dans la civilisation et dans l'économie d'aujourd'hui qu'on pourra parler de culture et posséder les bases de la technique en tant que science. Celui qui formule une pensée imprécise à l'aide de slogans et de phrases superficielles n'est pas un homme cultivé.

On acquiert une culture en s'efforçant de pénétrer, par la pensée et par la recherche scientifique, les énigmes du monde dans lequel nous vivons et d'en projeter une conception spirituelle. Mais l'homme réellement cultivé sait qu'il ne peut arriver qu'à une connaissance imparfaite et que l'écart entre les problèmes résolus et ceux non résolus restera toujours très grand; il ne saurait donc s'arrêter de questionner et de chercher. Pour cette raison, c'est un homme modeste. L'orgueil et l'outrecuidance scientifiques lui sont étrangers.

Certes, le désir de culture et de connaissance peut conduire à un savoir fragmenté, compartimenté, à une recherche spécialisée. Mais un homme cultivé ressentira aussi le besoin de parvenir à une synthèse et à une vue d'ensemble de la question, à une connaissance universelle et étendue. Il s'efforcera d'arriver à une compréhension unique et à une conception globale de l'univers.

La culture ne doit pas être qu'un délassement intellectuel et satisfaire seulement le désir de savoir; elle doit être aussi utile dans la vie pratique. Nous devons nous cultiver, étudier et acquérir toutes les connaissances nécessaires et utiles pour maintenir et fortifier notre santé physique, pour promouvoir notre avancement professionnel, pour savoir dominer notre vie, la rendre plus plaisante et plus belle. Dieu lui-même n'a-t-il pas dit à l'homme de dominer sur la terre et de l'assujettir? Il est donc loisible de demander à l'éducation les moyens de faciliter la réussite professionnelle ou de rendre la vie plus belle et plus agréable.

Mais une culture authentique exige aussi le respect de la vérité et sait apprécier le savoir désintéressé. On doit développer ses capacités intellectuelles non seulement pour une raison d'utilité pratique, mais aussi pour savoir mieux discerner, grâce à une meilleure connaissance de la nature de l'homme et de l'univers, les principes d'une conduite morale et sociale. La vérité doit être reconnue et acceptée comme un devoir et un engagement moral et social. La culture et la science doivent conduire à une vie droite et au plein épanouissement de la personnalité morale de l'homme. Elles doivent promouvoir la prospérité générale et la collaboration pacifique des hommes dans l'État et dans l'économie. O. v. Nell Breuning a dit que la culture était plus qu'une simple somme de connaissances, plus que seulement l'acquisition d'un savoir et d'un savoir-faire utiles à la vie pratique. La culture, c'est le développement de toutes les facultés mentales et morales de l'homme par le contact de valeurs spirituelles, morales et sociales. Les catastrophes sociales et culturelles sont toujours le résultat visible de conceptions spirituelles, morales ou sociales erronées ou d'une éducation déficiente ou faussée. (*Lexique de la Politique*, cahier 4, Sp. 109, Verlag Herder, Fribourg-en-Brisgau.) Là réside une juste appréciation du capitalisme et du communisme.

L'éducation ainsi comprise est donc une condition première indispensable de la démocratie. Sans bonne éducation politique du peuple et de ses chefs, il n'y a pas de politique constructive en régime démocratique. Sans une réelle culture et « sans éducation politique, le peuple souverain est un enfant qui joue avec le feu et qui peut mettre à tout moment sa maison en danger » (H. Pestalozzi). De toutes les formes de gouvernement, la démocratie est celle qui exige du peuple le plus de discernement et d'éducation, de caractère et de conscience, car en démocratie le peuple exerce une influence directe sur l'Etat et sur son gouvernement. L'avenir de la démocratie suisse dépend des décisions du peuple suisse en matières culturelles, sociales, économiques et politiques, mais aussi de sa volonté de former, de fortifier et de maintenir sa capacité de jugement par une discipline personnelle et une conscience claire. Un cœur sincère et une conscience droite sont aussi déterminants dans une décision politique qu'une juste appréciation de la situation. Combien souvent, pourtant, les désirs, les intérêts personnels et le manque de discernement ne sont-ils pas les raisons de décisions politiques, de propositions de lois ou de recommandations de vote. Que le citoyen ne domine pas sa soif de puissance et de possession, ne règle et ne discipline pas ses instincts, il faussera alors, par égoïsme et par lâcheté, les conclusions fournies par la vérité et conformes aux besoins de l'Etat et de l'économie. Il tient et croit pour approprié politiquement ce qu'il souhaite entendre et ce qu'il désire. Ses appréciations et ses décisions politiques sont fondées sur des intérêts égoïstes et non pas sur les faits, les conditions et les situations sociales auxquels il conviendrait de remédier, ni sur les besoins de l'Etat. Pensons, par exemple, à l'opposition manifestée contre la loi suisse sur les cartels et à l'égard des mesures pour lutter contre la haute conjoncture.

« En fait, le fonctionnement de la démocratie demande de tous ceux qui envisagent de remplir une fonction publique le sens de la responsabilité envers la collectivité, de la tolérance et du désintéressement et, aussi, du courage civique face au peuple et aux électeurs. La démocratie ne peut se réaliser pleinement que si, dans leur grande majorité, les citoyens jouissant de droits politiques sont conscients de leurs responsabilités à l'égard de la collectivité et prennent leurs décisions en fonction du bien public. » (D'après Hans Peters: « De la démocratie », dans le *Lexique des formes de gouvernements*, volume 2, Sp. 569, Herder-Verlag, Fribourg-en-Brisgau.) L'ordre social démocratique exige des citoyens libres d'idées préconçues, informés des affaires publiques et invulnérables aux mots d'ordre démagogiques. C'est pourquoi il est du devoir de tout système d'éducation sociale et politique, de la presse, des syn-

dicats et des associations économiques, des écoles, de l'enseignement des adultes, de toutes les institutions éducatives de s'efforcer de conduire le peuple à cette objectivité et à cette maturité qui permettent de considérer les problèmes sociaux et politiques aussi clairement et raisonnablement que possible et de se prononcer sans passion. En outre, l'éducation sociale et politique dispensée doit promouvoir la tolérance sociale envers ceux qui pensent différemment, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti. Des conceptions différentes ne doivent pas servir seulement à constater une diversité, mais aussi provoquer des contacts, des échanges de vues réciproquement fructueux et enrichissants. Tout véritable travail éducatif accueille la critique objective et constructive, et refuse, par principe, toute polémique personnelle. (Comp. O. v. Nell-Breuning: « L'humanisme démocratique », dans le Lexique de la politique, cahier 4, Sp. 113, Herder-Verlag, Fribourg-en-Brisgau.)

Formation et développement du sens critique

Une bonne éducation sociale et politique développe le sens critique et l'indépendance d'appréciation. Il faut s'exercer à juger en toute objectivité de façon à arriver à distinguer les propositions réellement réalisables des promesses inconsistantes et des mots vides de sens. Un jugement objectif, logique, l'habitude d'une évaluation critique des faits, la compréhension des questions techniques, un minimum de connaissances en sciences naturelles, juridiques et économiques, de bonnes notions de culture littéraire sont autant de moyens de protection contre la propagande partisane et économique mensongère. Le citoyen doit apprendre à analyser les questions politiques et acquérir une information approfondie des problèmes et des devoirs de l'Etat. Le pape Pie XII a dit une fois que l'essentiel était l'art de discerner le vrai du faux, afin d'éveiller le sens des réalités politiques et économiques. Le peuple est-il ignorant et incapable de juger sainement, alors il est livré aux artifices de certains agitateurs et démagogues. La constatation suivante de Pie XII est aussi valable pour la Suisse: Une propagande intensive, même entièrement mensongère, arrive toujours à convaincre un grand nombre de gens dénués d'élémentaire sens critique et, par conséquent, incapables d'apprécier personnellement la situation, de discerner les affirmations objectives des promesses irréalisables.

Acquisition et importance de l'éducation sociale et politique

On n'acquiert pas sans peine une éducation politique et sociale, ni la faculté de penser logiquement, de savoir analyser les problèmes, de discerner et de juger sainement. On y arrive en utilisant et en exerçant son intelligence et en suivant de près la vie publique. Il

faut lire et comparer objectivement la presse quotidienne et les périodiques de différentes orientations politiques et mondiales. En comparant, on apprend à juger. La lecture d'ouvrages de valeur, les cours donnés dans les universités, les conférences éducatives sont autant de moyens de se cultiver. Développer ses aptitudes culturelles et sa formation professionnelle, ne pas consacrer ses loisirs uniquement aux sports et aux plaisirs, c'est contribuer de façon décisive et féconde à son éducation politique et sociale. Dans un article sur l'« Education des adultes d'aujourd'hui », paru dans la NZZ du 14 février 1960, page 7, il est relevé: Celui qui connaît les plantes et les formations géologiques rencontrées sur son chemin, qui peut jouir d'une œuvre musicale ou se plonger dans des problèmes d'économie politique, saura aussi trouver sa voie dans d'autres domaines. En exerçant sa pensée, sa vue et ses facultés sensorielles, il élargit son milieu personnel; chaque opinion qu'il se fait d'un objet quelconque l'aide à mieux se situer dans sa propre appartenance sociale.

L'étude d'ouvrages traitant de problèmes sociaux et économiques contribue aussi à l'éducation politique et sociale. Il convient de mentionner ici les Archives sociales suisses (Zurich 1, Neumarkt 28), qui possèdent une très riche documentation concernant les questions politiques, syndicales, culturelles, économiques et sociales, documentation mise à la disposition de tous ceux qui, en Suisse, s'intéressent à ces sujets. Sans une solide connaissance de base des problèmes sociaux les plus complexes, c'est-à-dire sans une bonne culture sociale et politique, on ne saurait formuler une critique sociale fondée, ni avancer des propositions sérieuses en vue de la solution des problèmes sociaux.

Le citoyen d'aujourd'hui, tout comme le chef syndicaliste, devrait avoir quelque connaissance des aspects fondamentaux de la société et des rapports sociaux, des formes de gouvernement, du droit, de la structure de la société, de l'économie, des principales institutions et des relations humaines; à savoir: les partis, les syndicats, l'histoire contemporaine, les idéologies politiques et leurs conséquences pratiques, les relations internationales et la politique internationale, l'économie politique et l'éthique d'Etat. Dispenser en ces disciplines une information suffisante pour que le citoyen soit à même de juger d'une question sociale ou politique, telle est la tâche d'un enseignement social ou politique.

Seul celui qui est en mesure d'analyser pleinement les questions de gouvernement, de politique économique et sociale aura acquis la formation culturelle nécessaire pour porter un jugement objectif sur les tendances culturelles et sociales de notre temps. Celui-là seulement ne sera pas victime de la propagande électorale et pourra choisir une politique positive et effective, une politique qui ne reste pas superficielle, mais qui va au fond des problèmes et qui puisse

faire efficacement face aux besoins sociaux. Celui qui ne sait rien n'a aussi rien à dire en politique. Il n'est pas capable d'émettre un jugement personnel et dépend de l'opinion des autres. Une politique économique et sociale sincèrement désireuse de porter remède aux maux contemporains doit être fondée sur une connaissance approfondie tant des conditions économiques et sociales que des lois fondamentales qui régissent la vie de l'homme, de l'Etat, de l'économie et de la société. Dans l'expérience, dans des théories scientifiques basées sur une observation objective des faits, on trouvera les principes indispensables pour une action politique avisée et réussie. Par exemple, celui qui ne comprend rien aux questions monétaires et bancaires, au fonctionnement et aux tâches de la Banque Nationale Suisse ne saura pas, non plus, quelles compétences légales doivent être attribuées à la Banque Nationale de façon qu'elle puisse poursuivre une politique conjoncturelle, monétaire et financière avisée. Comme citoyen, il ne pourra pas se prononcer en connaissance de cause sur la revision projetée de la loi concernant la Banque Nationale. La véritable politique est le grand art de savoir faire usage des connaissances sociales et économiques éprouvées aux fins de résoudre, dans l'intérêt de toute la collectivité, les problèmes sociaux urgents.

Education et éthique

Nous voudrions souligner à nouveau que l'éducation sociale et politique doit être complétée par l'éducation de la conscience. Le politicien ne peut agir de façon constructive que s'il est informé des questions morales et sociales qui engagent sa conscience. Une politique vraie et réussie ne peut être poursuivie que pour autant qu'elle ait comme buts et idéal le respect de certaines valeurs: la dignité et la personnalité de l'homme, la liberté, la justice sociale, la solidarité sociale, la paix, la sécurité, la famille et le bien public. L'intelligence, le savoir, le jugement peuvent, en effet, être utilisés non seulement pour le bien, mais aussi pour le mal. Pensons, par exemple, à l'abus d'une propagande effrénée que font aujourd'hui les Etats totalitaires et aussi, dans les pays démocratiques, bon nombre d'associations économiques lors d'élections et de votations, propagande qui tire sa force d'un sens profond de la psychologie et des réalités sociales. La seule éducation de l'intelligence n'empêche nullement le citoyen de mésuser de ses droits politiques afin de favoriser ses intérêts personnels au détriment du bien public. Si l'éducation n'a pas su former pour le bien la conscience des hommes en tant qu'individus, nous ne pouvons pas nous attendre que les grandes coalitions d'intérêts privés respectent, dans la poursuite de leurs buts économiques, les règles du droit et de la morale et prennent suffisamment en considération le bien public. Où manquent la conscience sociale et le sentiment de la responsabilité politique, la

liberté démocratique d'association et de coalition constitue un grand danger pour l'Etat et la démocratie. Alors, les associations économiques deviendront un Etat dans l'Etat. L'Etat et le Parlement ne seront plus que de simples instruments de la politique des associations, le champ de bataille des groupements de fonctionnaires. Ainsi donc, l'avenir de la démocratie suisse et la prospérité du peuple suisse ne dépendent pas seulement de son éducation politique et de son jugement, mais aussi de la qualité de sa conscience.

L'éducation de la conscience est plus particulièrement du ressort des diverses Eglises du pays; la religion et le christianisme sont les plus importantes sources de formation de la conscience et d'éveil du sens des responsabilités sociales et politiques. Tous ceux qui ont à cœur une démocratie saine et sociale et qui s'occupent d'éducation sociale et politique ne sauraient être indifférents à l'estime accordée à la religion, au christianisme, aux Eglises et à leur importance dans la vie publique. Pour la démocratie, pour le bien public, pour l'éducation sociale et politique, ce sont des sources de vie qu'on ne pourrait, sans danger, ignorer simplement.

*Mission des personnes cultivées,
prospérité et éducation sociale et politique*

Celui qui a la chance d'avoir reçu de l'instruction, d'avoir une bonne formation scolaire et professionnelle, voire une formation universitaire, celui-là possède un trésor de grand prix. Mais posséder, oblige. L'homme instruit ne doit pas bénéficier seul de son savoir; il doit le partager avec les autres et se mettre au service des institutions sociales et culturelles de son pays. Il doit utiliser ses connaissances pour enrichir la vie de la communauté. Il a pour mission et pour obligation de diffuser et de défendre la vérité. C'est un devoir dont il ne saurait se libérer. Dans la vie économique et sociale, l'homme cultivé doit servir la vérité et combattre pour la justice sociale.

Cependant, par une diminution appropriée de la durée du travail, on a ouvert aux travailleurs et au peuple de nombreuses possibilités d'instruction. Plus le niveau culturel d'un peuple est bas, plus grand sera le danger qui menace la forme démocratique de l'Etat et l'existence d'un ordre social libre. Plus un peuple est ignorant, plus vite il succombera aux artifices des démagogues et sera d'autant plus insensé et déraisonnable dans ses exigences sociales. Ainsi, c'est tout à l'avantage de la communauté, et aussi des employeurs, que le peuple reçoive une éducation sociale et politique solidement fondée, une éducation qui s'efforcera en même temps de former sa conscience pour le bien. La prospérité publique dépend essentiellement du niveau de cette éducation politique et sociale. On ne devrait jamais l'oublier.